

MAHMOUD ABBAS :

«Israël n'a pas d'autre choix
que d'accepter le plan de paix arabe»

Un plan de paix arabe qui date de 2002 constitue «le seul choix» d'Israël pour assurer un règlement du conflit israélo-palestinien, a affirmé hier le président palestinien Mahmoud Abbas à l'occasion d'une visite de travail à Ankara, a rapporté l'agence Anatolie.

«Israël n'a pas d'autre choix que d'accepter le plan de paix arabe (...) Ce plan constitue toujours le meilleur fondement pour l'établissement d'une paix juste», a-t-il dit lors d'un entretien avec le président du Parlement turc, Köksal Toptan.

Le plan de paix arabe, d'inspiration saoudienne, a été présenté lors du sommet arabe de Beyrouth (2002) puis relancé en mars 2007 lors d'un sommet à Riyad. Il prévoit une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange du retrait israélien des territoires arabes occupés

depuis juin 1967, la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-est pour capitale et un règlement «équitable et agréé» de la question des réfugiés palestiniens. Israël a relevé des «aspects positifs» dans cette initiative mais ne l'a pas formellement acceptée, principalement en raison de la mention faite au droit au retour des réfugiés palestiniens. «La Turquie soutient ce plan», a indiqué M. Abbas. Plus tard, lors d'une conférence de presse commune avec le chef de l'Etat turc Abdullah Gül retransmise par les chaînes de télévision, le chef de

l'Autorité palestinienne a souhaité l'établissement d'un «gouvernement d'unité ou de réconciliation» en Palestine qui «ne donnera pas de prétexte à Israël pour maintenir» son blocus de la bande de Gaza, contrôlée depuis juin 1997 par le mouvement islamiste Hamas et visé récemment par une vaste offensive de l'armée israélienne.

Le président palestinien a par ailleurs rejeté l'appel d'un dirigeant du Hamas en faveur d'une nouvelle représentation du peuple palestinien, estimant que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la «maison des Palestiniens», ne pouvait être réformée, si nécessaire que par les mouvements qui la reconnaissaient.

Le dirigeant palestinien faisait allusion à un appel lancé par le chef du bureau politique

du Hamas Khaled Mechaâl, en exil à Damas, en faveur d'une nouvelle structure représentant «le peuple palestinien à l'intérieur et dans la diaspora». L'OLP, dirigée par Mahmoud Abbas, qui est également le chef du Fatah, regroupe les principaux mouvements nationalistes palestiniens, excepté cependant le Hamas, et chapeaute l'Autorité palestinienne. «Toute organisation qui souhaite participer à l'OLP doit au préalable en accepter les statuts. Une fois à l'OLP, un mouvement peut toujours réformer de fond en comble l'OLP s'il possède la majorité», a indiqué M. Abbas. M. Gül a, pour sa part, lancé un appel à la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, estimant qu'il s'agissait d'une condition sine qua non pour la création, à terme, d'un Etat palestinien.

PAKISTAN

Un groupe lié à Al-Qaïda assure avoir décapité
l'otage polonais

Le Mouvement des talibans du Pakistan, lié à Al-Qaïda, a annoncé hier à l'AFP avoir «décapité» l'ingénieur polonais enlevé fin septembre dans le nord-ouest du Pakistan, et dont Varsovie, qui avait refusé publiquement de payer une rançon la veille, a confirmé la mort.

«La décapitation a eu lieu vendredi soir» à l'expiration du dernier ultimatum, a déclaré à l'AFP par téléphone Suhaïl Ahmed, un responsable du Tehrik Taliban Pakistan (TTP) de Baïtullah Mehsud, chef des talibans pakistanais qui ont fait allégeance au réseau d'Oussama Ben Laden.

«Nous avons convoqué vendredi soir une choura (assemblée coutumière, ndlr) et, à la majorité, nous avons décidé qu'il ne devait plus y avoir de négociation», a ajouté ce militant islamiste. L'exécution de Piotr Stanczak, enlevé le 28 septembre, a eu lieu dans le district tribal du Waziristan du Sud, le bastion de Baïtullah Mehsud, a précisé à l'AFP, également par téléphone, un porte-parole du TTP qui se fait appeler Mohammad. Un troisième responsable du même groupe, qui souhaitait

rester anonyme, a annoncé à l'AFP qu'une vidéo de l'exécution allait être rendue publique prochainement. «Nous ne rendons pas le corps au gouvernement» pakistanais, a ajouté Mohammad. Les ravisseurs avaient réclamé la libération de 30 combattants islamistes détenus au Pakistan, dont un cadre pakistanais d'Al-Qaïda expert en confection de veste-suicide, a expliqué à l'AFP un haut responsable des services de sécurité chargé de traquer le réseau terroriste. Les talibans avaient ensuite revu leurs exigences à six puis quatre libérations, ainsi, selon des responsables occidentaux proches du dossier, qu'une forte rançon.

Suhaïl Ahmed et Mohammad sont des commandants du TTP pour la région de Darra Adam Khel, une ville proche de Peshawar, la grande

citée du nord-ouest, où l'ingénieur a été détenu longtemps, selon les deux hommes. «Nous avons la confirmation encore informelle que cette tragédie a eu lieu», a déclaré à la presse à Munich le Premier ministre polonais Donald Tusk. «Nous n'avons pas de confirmation officielle du gouvernement mais nos sources nous laissent penser à 99,99% qu'il a été tué», a précisé à l'AFP le porte-parole de l'ambassade de Pologne à Islamabad, Piotr Adamkiewicz.

Piotr Stanczak travaillait pour la société pétrolière polonaise Geofizyka Krakow. Il avait été enlevé par des hommes armés près d'Attock, à environ 110 km à l'ouest d'Islamabad, non loin des zones tribales où l'armée affronte des talibans pakistanais alliés à leurs pairs afghans et à Al-Qaïda. Ses deux chauffeurs et ses gardes du corps avaient été abattus sur place.

«Le gouvernement polonais ne paie jamais de rançons», avait déclaré Donald Tusk à la presse vendredi soir, peu avant l'expiration de l'ultimatum. Plusieurs étrangers se trouvent entre les mains de ravisseurs au Pakistan. Lundi, l'Américain John Solecki, chef de l'antenne du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), dans la province du Baloutchistan (sud), a été kidnappé par des hommes armés qui ont tué son chauffeur, à Quetta, capitale du Baloutchistan.

Un diplomate iranien, le consul général d'Afghanistan à Peshawar ainsi qu'une journaliste canadienne ont également été enlevés dans le nord-ouest à l'automne et n'ont pas été libérés à ce jour. Les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, frontalières avec l'Afghanistan, sont devenues le nouveau bastion d'Al-Qaïda et des talibans afghans, épaulés par leurs pairs pakistanais.

Oussama ben Laden en personne avait décrété à l'été 2007 le «jihad» contre

Islamabad, allié-clé des Etats-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme», et près de 1 600 personnes ont été tuées depuis dans des attentats suicide pour la plupart.

RUSSIE-UKRAINE

Après la «guerre du gaz»,
la «guerre
des chameaux»

Des chameaux devant être livrés en Bulgarie sont bloqués dans le froid depuis plus d'une semaine, officiellement pour des raisons sanitaires, à la frontière entre la Russie et l'Ukraine qu'une longue «guerre du gaz» avait opposées en janvier.

Les animaux, au nombre de vingt au départ, sont retenus dans un sinistre no man's land à Matveïev Kourgan et l'un d'entre eux a fini par périr, sans doute pour être resté trop longtemps confiné à l'intérieur du camion les transportant, selon les médias russes, qui évoquent régulièrement cette affaire.

Achetés en Kalmoukie, une région russe située au nord de la mer Caspienne, les chameaux se sont vu refuser l'accès au territoire ukrainien le 31 janvier, de crainte qu'ils ne soient atteints de «la peste porcine africaine», ont expliqué à l'AFP à Kiev les services vétérinaires.

Ils sont «des porteurs potentiels» du virus de la maladie qui sévit actuellement en Russie, a déclaré leur porte-parole, Anatoly Ossadtchyi.

Hier, le dirigeant de la Kalmoukie, peuplée en majorité de bouddhistes, Kirsan Ilioumjinev, est à son tour monté au créneau. «Le chameau est un symbole de la Kalmoukie, un des animaux les plus vénérés de la République. La direction de la Kalmoukie déplore la mort de l'un d'entre eux et est prête à contribuer à régler ce problème», a déclaré Bouïantcha Galzanov, un porte-parole de M. Ilioumjinev, cité par l'agence RIA-Novosti.

Les gardes-frontières russes ont de leur côté affirmé que les chameaux, apparemment destinés à être des animaux de cirque, avaient fait l'objet d'une inspection en règle et ne représentaient pas un danger pour la santé publique. Ils les ont à cet égard laissés hier se dégourdir les pattes dans la neige devant les caméras de la chaîne NTV.

MADAGASCAR

18 morts lors d'une manifestation
de l'opposition

Au moins 18 personnes ont été tuées hier à Antananarivo par des tirs de la garde présidentielle lors d'une manifestation de l'opposition devant la présidence malgache, ont rapporté des agences de presse, citant des sources locales et des témoins. Selon ces sources, au moins 18 personnes, dont un journaliste, ont été abattues par la garde de la présidence, qui a tiré sur les partisans de l'opposition emmenée par le maire de la capitale Andry Rajoelina, opposé au président Marc Ravalomanana. Les mêmes sources ont précisé que dans un premier temps, les militaires «à l'extérieur de la présidence ont reculé» face aux partisans de M. Rajoelina qui «avançaient devant les bureaux de la présidence».

Au début de la manifestation, au moins cinq personnes ont été tuées par les forces de police anti-émeutes qui ont tiré «à balles réelles» sur un groupe de manifestants, avaient auparavant rapporté les agences. Ces décès portent à au moins 75 le nombre de personnes qui ont trouvé la mort dans des violences, pillages et émeutes qui ont suivi des manifestations de l'opposition à Antananarivo depuis le 26 janvier, selon la gendarmerie.

APS